

ITALIE

# Des bulles de savon, la tête haute

Cité dans une affaire de pots-de-vin, le ministre italien du Développement économique a présenté sa démission à Silvio Berlusconi. Qui l'a aussitôt refusée, conseillant à Claudio Scajola de marcher « la tête haute ».

Par Geoffrey Dirat

**Nouveau rebondissement dans l'enquête du parquet de Pérouse sur des marchés publics truqués.** Et nouvelles suspicions dans l'entourage de Silvio Berlusconi. Après le cas d'Angelo Balducci, président du Conseil supérieur des travaux publics, actuellement en prison, celui du chef de la protection civile, Guido Bertolaso, supposé avoir échangé des interventions contre des faveurs sexuelles, c'est au tour de Claudio Scajola d'être soupçonné de corruption. Selon les révélations de la presse italienne, le ministre du Développement économique aurait perçu 900 000 euros de la part d'un architecte, Angelo Zampolini, de mèche avec Diego Anemone, un entrepreneur romain, impliqué dans plusieurs affaires de trafic d'influence.

**Le ministre a acheté un spacieux appartement de 180 m<sup>2</sup>, en plein cœur de Rome, avec vue sur le Colisée. Un bien rare. Son prix ? À peine 600 000 euros.**

**80 CHÈQUES.** Le ministre a acheté en juillet 2004 un spacieux appartement de 180 m<sup>2</sup>, en plein cœur de Rome. Avec vue sur le Colisée. Ce bien rare à la vente ne lui a que coûté que 600 000 euros. Une aubaine. Un peu trop belle. Les enquêteurs ont retrouvé la trace de 80 chèques à l'ordre de la propriétaire de l'appartement acquis par Claudio Scajola. Autant de chèques signés Angelo Zampolini. Tous émis depuis un compte bancaire provisionné de 900 000 € en espèces. En contrepartie, Diego Anemone aurait bénéficié de coups de pouce dans l'obtention de plusieurs marchés publics, dont celui du réaménagement d'une base militaire en Sardaigne pour l'accueil du G8, finalement délocalisé à l'Aquila. Le ministre du Développement écono-



mique a aussitôt démenti les informations publiées par *La Repubblica*. « Ma conscience est claire. Je ne me laisse pas intimider. Il s'agit d'une attaque sans précédent contre moi et ma famille [politique, nldr] », s'est-il défendu dans les médias. Avant de présenter sa démission, jeudi soir, à Silvio Berlusconi. Le président du Conseil l'a refusée sur le champ, assurant son ami de son soutien et lui recommandant de marcher « la tête haute ». « Cher Claudio, continue à travailler. Toute cette affaire finira par éclater telle une bulle de savon, comme pour

Bertolaso », aurait déclaré *Il Cavaliere*, convaincu d'être la cible d'un « plan déterminé » des magistrats. « Ils ont compris qu'ils ne pouvaient pas m'atteindre, alors ils s'en prennent à mes ministres. »

**REMOUS.** Au sein du parti berlusconien du Peuple de la Liberté (PDL), plusieurs voix se sont pourtant élevées pour réclamer la démission de Scajola. Notamment parmi les proches de Gianfranco Fini, qui n'ont toujours pas digéré la violente dispute télévisée entre les deux cofondateurs du PDL (notre édition du

**Sauver la face.** Scajola a bien suivi la leçon de Berlusconi : faire comme si de rien n'était, en espérant que l'affaire se tasse.  
Photo AFP

26 avril). Fini reproche à Berlusconi d'être un peu trop sensible aux idées de la Ligue du Nord, qui lui renvoie la balle en lui reprochant de ne pas être un allié loyal. La semaine dernière, la querelle a été relancée avec la démission d'Italo Bocchino, un conseiller de Gianfranco Fini, jusque-là chef de file adjoint du PDL à la chambre des députés. Il accuse ouvertement le président du Conseil de l'avoir poussé au départ pour avoir défendu Gianfranco Fini lors d'une émission télévisée. Bocchino en remettant une couche sur l'impossible débat dans les rangs de la coalition.

La stabilité du gouvernement, formé il y a deux ans, ne semble pas menacée dans l'immédiat. D'aucuns évoquent tout de même la tenue d'élections anticipées en 2011. « Le parti majoritaire vit dans un climat de suspicion mutuelle », observe l'analyste politique Stefano Folli dans les colonnes du quotidien *Il Sole 24 Ore*. « Le Parlement est usé », ajoute-t-il, et « la détérioration croissante des relations politiques favorisera sa dissolution. Pas immédiatement, mais dans un avenir pas si lointain ». ←

## Démission, démission !

La pilule de la démission refusée de Claudio Scajola a du mal à passer. Y compris dans les rangs du gouvernement. Le ministre des Infrastructures et des Transports a rappelé la règle « intemporelle », qui veut qu'un ministre cité dans une enquête démissionne de son poste. De cette façon, Scajola pourrait « clarifier les faits », précise Altero Matteoli. L'ancien juge anti-corruption et chef du parti d'opposition Italie des Valeurs (IdV), Antonio Di Pietro, voudrait qu'il parte pour le même motif. Mais aussi « pour éviter d'embarrasser les institutions représentatives du peuple. » Quant à la chef de file du Parti démocrate au Sénat, elle a officiellement demandé à ce qu'il vienne s'expliquer devant les sénateurs. Une demande restée lettre morte, l'entourage de Berlusconi accusant une nouvelle fois la gauche de « politiser la justice ». ←